

Art. 4. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 20 februari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 97 — 541

[C - 97/27152]

**20 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale et notamment son article 34, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 1996 portant nomination des membres du Conseil régional des services de santé mentale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement wallon d'approuver le règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale, figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 20 février 1997.

Le Ministre-President du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

CHAPITRE I^{er}. — Du bureau

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est constitué au sein du Conseil régional des services de santé mentale, désigné ci-après le Conseil, un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

Le bureau peut, outre les demandes d'avis du Ministre, formuler lui-même des demandes d'avis et les soumettre au Conseil.

§ 2. Le bureau se compose du président et des deux vice-présidents désignés par le Gouvernement wallon par arrêté du 6 juin 1996.

Les vice-présidents assurent, à tour de rôle, la présidence des séances en cas d'empêchement du président.

Art. 2. Les deux représentants du Gouvernement sont invités aux réunions du bureau.

CHAPITRE II. — Du secrétariat

Art. 3. Le secrétariat du Conseil et du bureau est assuré par les fonctionnaires de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé désignés par le Gouvernement wallon par arrêté du 6 juin 1996.

CHAPITRE III. — Du conseil

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil ne peut émettre valablement un avis ou faire un rapport qu'à condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Les membres absents peuvent se faire représenter par procuration. Chaque membre présent peut être porteur d'une seule procuration.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans la quinzaine qui suit. Pour le point réinscrit à l'ordre du jour, la majorité simple des membres présents est requise.

§ 2. Le résultat du vote est joint à l'avis; à sa demande, la minorité peut joindre à l'avis de la majorité une note précisant son point de vue.

Art. 5. Seuls les points inscrits à l'ordre du jour joints à la convocation peuvent être valablement soumis au vote.

Art. 6. Aucun membre du Conseil, directement intéressé à une demande d'avis soumise au Conseil - notamment parce que membre du pouvoir organisateur ou du personnel de l'institution demanderesse - ne peut prendre part au vote relatif à l'avis concernant cette demande.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou plusieurs membre(s) est contestée, le Conseil en délibère en présence de ce(s) membre(s).

En cas de parité des voix, la décision appartient au président.

Art. 7. Le Conseil peut, lors de la discussion de toute demande, entendre un ou des représentants de l'institution demanderesse.

Le Conseil peut faire appel à des experts.

CHAPITRE IV. — *Des groupes de travail*

Art. 8. Pour remplir sa mission, le Conseil peut constituer des groupes de travail soit permanents soit temporaires à l'occasion d'un problème spécifique.

Dans le cadre de ces groupes de travail, il peut faire appel à des experts.

Art. 9. Les membres du Conseil peuvent faire partie des groupes de travail.

Les membres - extérieurs au Conseil - invités à un groupe de travail déterminé le sont en fonction de leur compétence et à titre personnel, sur proposition du président du groupe de travail et avec l'accord du bureau.

Le bureau, après avoir pris avis du président du groupe de travail, peut être amené à limiter le nombre de membres des groupes de travail selon les matières étudiées.

Il n'y a pas d'expert permanent.

Sauf décision du bureau, le nombre d'experts devra toujours être inférieur au nombre de membres du Conseil au sein d'un groupe de travail.

A l'exception des procès-verbaux, les documents des groupes de travail sont envoyés uniquement aux membres de ces groupes.

Les autres membres du Conseil peuvent prendre connaissance des documents au Secrétariat.

Le membre qui s'absente des réunions d'un groupe de travail trois fois consécutivement, est considéré comme démissionnaire.

Le secrétariat du Conseil coordonne les activités des groupes de travail.

Les présidents des groupes de travail permanents sont désignés par le Conseil sur proposition du bureau pour une période de trois ans renouvelable une fois.

Ils font régulièrement rapport au Conseil de l'évolution des travaux, pour approbation.

Le président du Conseil peut assister de plein droit à toutes les réunions des différents groupes de travail et éventuellement les présider.

Un rapport de chaque groupe de travail est transmis au bureau et au Conseil.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales*

Art. 10. L'avis demandé au Conseil par le Ministre est remis, sauf disposition contraire, dans les deux mois sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai.

Sur demande motivée, le Ministre peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe un délai raisonnable.

Art. 11. Au début de chaque année civile, le Conseil fixe le calendrier des réunions ordinaires.

CHAPITRE VI. — *Des convocations*

Art. 12. Le président convoque les membres du Conseil ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Art. 13. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres.

S'il n'a pas été expédié auparavant, le procès-verbal de la réunion précédente est joint à la convocation.

Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence.

Art. 14. L'ordre du jour est fixé par le bureau.

A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour ainsi que le compte rendu de la réunion précédente sont approuvés. L'ordre du jour peut être modifié ou complété.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 1997 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale.

Namur, le 20 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 97 — 541

[C - 97/27152]

20 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil régional des services de santé mentale" (Gewestelijke Raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, inzonderheid op artikel 34, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 1996 tot benoeming van de leden van de "Conseil régional des services de santé mentale";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van het Waalse Gewest van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Overwegende dat de Waalse Regering het huishoudelijk reglement van de "Conseil régional des services de santé mentale" moet goedkeuren;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De Waalse Regering keurt het bijgaande huishoudelijk reglement van de "Conseil régional des services de santé mentale" goed.

Art. 3. De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

HUISHOUELIJK REGLEMENT

HOOFDSTUK I. — Bureau

Artikel 1. § 1. Binnen de "Conseil régional des services de santé mentale", hierna "de Raad" genoemd, wordt een bureau opgericht om voor de organisatie en de coördinatie van de werken te zorgen.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor en zorgt ervoor dat de door de Raad goedgekeurde voorstellen of adviezen doorgegeven worden.

Behalve de adviesaanvragen van de Minister kan het bureau zelf adviesaanvragen formuleren en aan de Raad voorleggen.

§ 2. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en twee vice-voorzitters die bij besluit van de Waalse Regering van 6 juni 1996 aangewezen zijn.

Bij verhindering van de voorzitter, nemen de vice-voorzitters beurtelings het voorzitterschap van de zittingen waar.

Art. 2. Beide vertegenwoordigers van de Regering worden op de vergaderingen van het bureau uitgenodigd.

HOOFDSTUK II. — Secretariaat

Art. 3. Het secretariaat van de Raad en van het bureau wordt waargenomen door de bij besluit van de Waalse Regering van 6 juni 1996 aangewezen ambtenaren van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid.

HOOFDSTUK III. — Raad

Art. 4. § 1. De Raad kan een verslag of een advies slechts op geldige wijze uitbrengen als minstens de helft van de leden aanwezig is.

De afwezige leden kunnen zich bij volmacht laten vertegenwoordigen.

Elk aanwezig lid mag slechts houder zijn van één enkele volmacht.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt is, worden de leden uiterlijk binnen de volgende veertien dagen opnieuw opgeroepen. Voor het punt dat weer op de agenda staat, is de gewone meerderheid van de aanwezige leden vereist.

§ 2. De uitslag van de stemming wordt bij het advies gevoegd; de minderheid kan op verzoek van de meerderheid een nota met haar standpunt bij het advies van die meerderheid voegen.

Art. 5. Alleen de agendapunten kunnen op geldige wijze aan de stemming onderworpen worden.

Art. 6. Een lid van de Raad dat een rechtstreeks belang heeft bij een aan de Raad onderworpen adviesaanvraag - met name als lid van de inrichtende macht of van het personeel van de eisende instelling - mag niet stemmen over het advies betreffende deze aanvraag.

Indien betwist wordt dat één of meer leden een rechtstreeks belang hebben, beraadslaagt de Raad daarover in aanwezigheid van het (de) betrokken lid (leden).

Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 7. Bij de behandeling van elke aanvraag kan de Raad één of meer vertegenwoordiger(s) van de eisende instelling horen.

De Raad kan een beroep doen op deskundigen.

HOOFDSTUK IV. — *Werkgroepen*

Art. 8. Om zijn opdracht te vervullen kan de Raad voor een specifiek probleem hetzij vaste hetzij tijdelijke werkgroepen oprichten.

In het kader van die werkgroepen kan hij een beroep doen op deskundigen.

Art. 9. De leden van de Raad kunnen deel uitmaken van de werkgroepen.

De leden van een werkgroep, die niet tot de Raad behoren, worden op voorstel van de voorzitter van de werkgroep en met de instemming van het bureau persoonlijk uitgenodigd op grond van hun bevoegdheid.

Al naar gelang de onderzochte materies kan het bureau, op advies van de voorzitter, ertoe gebracht worden het aantal leden van een werkgroep te beperken.

Er is geen vaste deskundige.

Behalve beslissing van het bureau moet het aantal deskundigen binnen een werkgroep altijd kleiner zijn dan het aantal leden van de Raad.

De documenten van de werkgroepen worden slechts aan de leden van die groepen gestuurd, met uitzondering van de processen-verbaal.

De andere leden van de Raad kunnen op het secretariaat inzage nemen van de documenten.

Het lid dat drie achtereenvolgende vergaderingen van een werkgroep mist, wordt als ontslagnemend beschouwd.

Het secretariaat van de Raad coördineert de activiteiten van de werkgroepen.

De voorzitters van de vaste werkgroepen worden op voorstel van het bureau door de Raad aangewezen voor een termijn van drie jaar. Deze termijn kan één keer verlengd worden.

Ze doen regelmatig verslag aan de Raad over de stand van de werken. De Raad moet het verslag goedkeuren.

De voorzitter van de Raad mag van rechtswege alle vergaderingen van de verschillende werkgroepen bijwonen en eventueel voorzitten.

Elke werkgroep stuurt een verslag aan het bureau en aan de Raad.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 10. Het door de Minister aan de Raad gevraagde advies moet binnen twee maanden gegeven worden, behalve andersluidende bepaling en behalve als de Regering een andere termijn heeft bepaald.

Op gemotiveerde aanvraag kan de Minister om een dringend advies verzoeken. In dat geval stelt hij een billijke termijn vast.

Art. 11. In het begin van elk kalenderjaar stelt de Raad de kalender van de gewone vergaderingen vast.

HOOFDSTUK VI. — *Oproepingen*

Art. 12. De voorzitter roept de leden van de Raad op, alsook de personen die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

Art. 13. De leden worden ten minste acht dagen vóór de vergadering opgeroepen.

Als het proces-verbaal van de vorige vergadering niet is toegezonden, dan wordt het bij de oproeping gevoegd.

De dagorde van de vergadering wordt in de oproeping aangegeven. De oproepingen worden gezonden aan het adres dat de leden hebben meegedeeld. De plaats en het uur van de vergadering staan erin vermeld. In spoedgevallen kan de termijn van acht dagen ingekort worden.

Art. 14. Het bureau bepaalt de dagorde.

Bij de opening van de vergadering worden de dagorde en het verslag van de vorige vergadering goedgekeurd. De dagorde kan gewijzigd of aangevuld worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil régional des services de santé mentale".

Namen, 20 februari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX